

Mme MARIE-PIER GAGNÉ :

1885

Merci.

LA PRÉSIDENTE :

1890

Alors, nous allons prendre une toute petite pause et revenir avec la prochaine intervention.

Mme SONIA BLANK

1895

Architectures Sans Frontières Québec

LA PRÉSIDENTE :

1900

Alors, on reprend en présence de madame Sonia Blank qui représente l'organisme Architecture Sans Frontières Québec, qui nous a déposé un mémoire très tard aujourd'hui. Nous ne l'avons ...

1905

SUSPENSION DE LA SÉANCE

REPRISE DE LA SÉANCE

1910

LA PRÉSIDENTE :

Alors, on s'excuse pour ce petit problème technique. Nous allons reprendre en compagnie de madame Sonia Blank de l'organisme Architecture Sans Frontières Québec, qui a été interrompue brutalement. Alors, c'est à vous, Madame Blank.

1915

Mme SONIA BLANK :

1920 O.K. Donc, je vais recommencer du début. Donc, mon nom, c'est Sonia, je travaille pour l'organisme Architecture Sans Frontières Québec, et je suis ici pour parler du mémoire d'ASFQ et du Collectif Dehors de Dehors. Donc, Architectures Sans Frontières Québec, c'est un organisme qui travaille depuis 2021 dans le milieu communautaire en itinérance, donc assez récemment, à travers notamment un service d'aménagement... d'accompagnement en aménagement, mais aussi à travers de la recherche-action qui vise à améliorer le bien-être des personnes en situation d'itinérance à travers le *design* et l'architecture. Donc, on a le parti pris que l'environnement bâti a son rôle à jouer dans la réduction des inégalités et l'amélioration des conditions de vie.

1925 Dans le cadre de nos activités, on a rassemblé un collectif qui s'est nommé le Collectif Dehors de Dehors. Le Collectif est composé de personnes qui ont des expériences de la vie à la rue ou en campement. Ce sont des personnes engagées qui ont des expériences aussi en recherche collaborative. Et comme je disais, il y en a plusieurs qui sont déjà venus présenter leur avis devant vous.

1930 Je pense que le nom choisi par le Collectif met un peu le ton du mémoire. Ça démontre leur ressenti par rapport à leur expérience dans un rapport à la Ville, donc un sentiment assez généralisé d'être constamment poussé et déplacé. Ça serait facile...

1935 (Coupure sonore)

1940 ... aussi avec l'équipe de Solidarité Urbaine d'Architecture Sans Frontières Québec.

1945 Donc, première chose, s'assurer d'impliquer les personnes en situation d'itinérance ou à risque de l'être dans les discussions sur les enjeux qui les concernent. Comme c'est... une citation de Mafalda le dit dans le mémoire : « C'est faux de penser qu'on ne sait pas ce dont on a besoin. » Avec les personnes du Collectif, on a fait plusieurs ateliers participatifs. On a employé une diversité de méthodes, et ça fait depuis 2023 qu'on travaille ensemble.

1950

Le Collectif demande que dans les consultations et dans les processus en lien avec l'itinérance, il y ait un engagement réel des institutions. Ce n'est pas une case à cocher, comme ils disent souvent. Ils se sont souvent sentis instrumentalisés, donc on leur demande de venir donner leur avis, de se mobiliser, ce qu'ils font. C'est des personnes super engagées, mais leurs conseils ou leur expertise n'est pas nécessairement pris en compte. Donc, ça, c'est aussi quelque chose qui était important de mentionner.

1955

S'assurer que les consultants... les consultations – excusez-moi – sont accessibles et adaptées aux personnes puis aux milieux. Puis ça, ça vient aussi avec la question d'informer les milieux des démarches qui les concernent, donc toute la question d'éducation puis de transfert de connaissances dans les communautés pour qu'ils puissent avoir accès à ces documents, à ces initiatives aussi.

1960

La deuxième piste d'action qu'on voulait partager, c'était de reconnaître la diversité des modes d'entente dans l'espace public, y compris le conflit et l'inconfort qui font partie de la réalité urbaine. Donc, c'est sûr que nous, en tant qu'aménagistes, architectes et tout, on s'intéresse à l'espace public. C'est quoi l'espace public? C'est tout ce qui est espace urbain non privatisé, donc ça peut être à l'intérieur ou à l'extérieur. C'est des espaces de rencontres, de négociations et de compromis, des espaces de propriété civile et collective. Historiquement, c'est des endroits où il y a eu de la mobilisation, où il y a eu des rassemblements.

1965

1970

Donc, il y a vraiment un peu cette contradiction entre un idéal d'un espace public ouvert à tout le monde et la réalité qui est vécue. En ce moment, c'est vraiment seulement les personnes qui ont des comportements socialement acceptés, parce qu'elles ont le choix aussi, qui peuvent occuper l'espace public de manière, disons, sans répression. On pense qu'il y a, dans ce cas-là, beaucoup de sensibilisation et d'éducation à faire, mais aussi la question de vraiment déconstruire le sentiment de sécurité. Je pense que les collègues de L'Anonyme l'ont aussi mentionné.

1975

Donc, je ne vais pas parler trop longtemps de ça, mais en ce qui concerne l'aménagement, on voit souvent les concepts de sécurité qui est instrumentalisés, notamment pour justifier des pratiques oppressives envers les personnes en situation d'itinérance. Donc, par exemple, la sécurité incendie va souvent être mentionnée ou les questions de salubrité qui vont justifier, justement, sinon la mise

1980

en place de *designs* hostiles ou de *designs* défensifs. Donc, travailler et déconstruire cet inconfort, cette insécurité pressentie puis arrêter de mettre vraiment la sécurité comme une opposition entre deux différents groupes alors que c'est loin d'être ça.

1985

Troisième piste d'action, renforcer les capacités des milieux communautaires et autonomes existants tout en favorisant l'émergence de nouvelles initiatives complémentaires. Donc, on s'est rendu compte avec notre expérience puis avec nos discussions qu'une approche sensible au contexte local et solidaire était vraiment importante. Ça implique de solidifier les réseaux existants afin de permettre aux personnes de rester dans leur milieu, dans leur communauté. Ça implique de développer des ressources dans l'ensemble des quartiers selon les besoins exprimés par les communautés puis de répondre à des droits importants ou des besoins importants qui sont non répondus. Le Collectif parle beaucoup de l'accès au sanitaire dans l'espace public, les buanderies, accès à de la nourriture de qualité, à une présence psychosociale puis aussi beaucoup d'autres éléments intéressants qui ressortent des ateliers qu'on a faits ensemble dont je vais pouvoir discuter un peu plus amplement.

1990

1995

Sinon quatrièmement, cesser de chercher des solutions rapides, universelles, standardisées à l'itinérance. Donc, il y a une diversité d'expériences vécues, de besoins et d'aspirations. Il y a des modes de vie différents qui se reflètent aussi dans les projets qu'on a effectués avec les gens du Collectif, dont des personnes qui vivent en campement, en minimaisons, qui vivent de l'itinérance véhiculaire. Donc, tout ça, c'est... ça peut être des choix, mais ça peut être aussi des alternatives au contexte actuel qui sont les plus sécuritaires pour les personnes.

2000

2005

Aussi, dans cette idée-là, il n'y a pas de recette qu'on peut appliquer, puis c'est souvent ça qu'on va nous demander aussi en tant qu'aménagistes, de donner des recettes. Il n'y en a pas. Il faut vraiment aller vraiment vers les communautés, être à l'écoute puis adapter en fonction des besoins exprimés.

2010

Il y a aussi un point important qui est de valoriser les preuves basées sur la communauté, donc de sortir de la question de tout ce qui est validé par, admettons, seulement un type de recherche, mais de vraiment miser sur l'expertise puis les savoirs communautaires pour faire des suivis puis des retours à savoir : est-ce que tout se passe bien? Est-ce que ça a fonctionné? Et ne

pas hésiter de retourner sur les lieux puis adapter les choses si on voit qu'il y a des changements parce que tout est évolutif.

2015 Ensuite, ne plus sacrifier... En fait, ne pas sacrifier la qualité des milieux de vie au profit de quantité. Un environnement bâti de qualité devrait être accessible à tout le monde. Donc, impliquer autant les personnes qui vont habiter les milieux de vie que des experts en *design*, des personnes qui connaissent bien l'aménagement, mais aussi les personnes qui travaillent dans les lieux. Donc, c'est vraiment un travail multidisciplinaire.

2020 Ce qui revient beaucoup dans les projets, c'est que le toit n'est pas une solution. Il y a une multitude d'autres types d'espaces qui ne sont pas des logements, qui ressortent et qui contribuent d'une façon ou d'une autre à améliorer les conditions de vie des personnes ou à améliorer le sentiment de communauté qui est beaucoup plus grand que seulement avoir accès à un logement.

2025 Il y a aussi des choses qui ont été déjà mentionnées comme la pression et le fardeau de la preuve sur les organismes en itinérance alors que les membres du Collectif pensent vraiment que les initiatives portées par la communauté et par les personnes en situation d'itinérance font partie de la solution et peuvent embellir les villes, renforcer le tissu social et améliorer les conditions de vie pour l'ensemble de la communauté.

2030 Finalement, je finis en disant que c'est important de lutter contre les structures qui créent, maintiennent et perpétuent les injustices sociales et spatiales. Donc, la cohabitation sociale, comme on l'a mentionné, les causes structurelles sont déjà très claires, notamment l'accès au logement, mais aussi les systèmes coloniaux et capitalistes qui font beaucoup de spéculation et maintiennent vraiment les gens dans des situations plus précaires. Puis vraiment s'assurer de respecter les droits des personnes et de plaider pour un meilleur accès... un meilleur sentiment de communauté puis un meilleur accès à des besoins qui ne sont pas répondus pour l'instant.

2040 **LA PRÉSIDENTE :**

 Merci beaucoup, Madame Blank. Vous n'avez pas eu le temps de nous parler des propositions que les gens ont faites dans vos ateliers avec le Collectif Dehors de Dehors. C'est vraiment

2045 intéressant de voir comment vous avez travaillé avec eux et avec elles. Votre mémoire, il est traversé par cette notion de bâtir une communauté plutôt qu'un simple toit. On est d'accord que vous n'êtes pas contre le logement...

Mme SONIA BLANK :

2050 Non.

LA PRÉSIDENTE :

2055 ... social massif, surtout si le bâti est beau et qu'on embellit la Ville. On en veut. Mais vous dites une chose qui m'a beaucoup intéressée puis vous l'avez évoquée rapidement. C'est dans les suivis, comment on fait l'évaluation des projets et tout ça. Puis vous dites : « Au fond, il faut comme un peu changer notre perspective, qu'on arrête de simplement prendre comme preuve des *evidence-based proactive*... enfin, les... j'imagine, les analyses d'impact et tout ça.

2060 Nous, on a entendu ces besoins-là exprimés par un certain nombre de personnes avant qu'une ressource soit intégrée dans un milieu. Qu'on fasse une étude des impacts, autant sur le voisinage, les commerçants et tout ça. Et vous, vous dites : « Il faut analyser aussi à la suite en tenant compte d'indicateurs de la communauté. » J'aimerais ça que vous nous mettiez ces deux éléments-là en perspective.

2065 **Mme SONIA BLANK :**

2070 Bien, je pense que les deux sont importants dans le sens que quand... Puis là, c'est ça qui est quand même paradoxal, c'est que, comme je disais, il y a comme un fardeau aussi de comme prouver dans le cas des ressources en itinérance que la ressource va être bien implantée. Pour n'importe quel projet d'aménagement, c'est ce qu'on... c'est ça notre travail, c'est ça qu'on devrait faire. Ça fait qu'il y a comme aussi cette question-là que, dans n'importe quel projet, mais dans les projets communautaires, c'est sûr, on va quand même faire une... C'est des besoins qui sont exprimés, qui proviennent de la communauté. On va s'assurer qu'il y ait une cohérence dans la façon dont le... par exemple, le bâtiment ou la ressource va être implanté dans le milieu.

2075

Mais après ça, les choses, elles changent avec le temps, il y a des nouveaux besoins qui apparaissent. Donc, souvent, on va livrer un bâtiment, par exemple, puis on ne va plus jamais nécessairement retourner ou voir qu'est-ce qui se passe alors qu'on devrait avoir le réflexe puis de... au niveau de la communauté aussi en général. Donc, tout le monde porter ensemble ce suivi-là. Ce n'est pas parce qu'on crée une ressource que c'est fini. Donc, je pense qu'il y a cette question-là, vraiment, de continuer à investir l'espace, les milieux, de continuer à répondre aux besoins des personnes exprimées. Puis c'est correct qu'il y ait des changements, ça fait partie des... Les besoins changent et tout, donc de s'y adapter, d'être flexible par rapport à ça.

2080

LA PRÉSIDENTE :

2085

Oui, tout est évolutif, disiez-vous, dans votre présentation. Et l'intégration d'une ressource, ça évolue dans...

Mme SONIA BLANK :

2090

Oui.

LA PRÉSIDENTE :

2095

... un milieu qui, lui aussi, évolue. Oui, Judy.

Mme JUDY GOLD :

2100

Oui, sur le même sujet, sur l'approche *community-defined evidence*. S'agit-il d'une évaluation des impacts où les membres de la communauté définissent les critères d'évaluation?

Mme SONIA BLANK :

2105

Bien...

Mme JUDY GOLD :

Est-ce que c'est un peu ça? Puis est-ce que cette approche existe déjà à Montréal ou ailleurs?

2110

Mme SONIA BLANK :

Je pense que... Dans le fond, je ne peux pas vous répondre de manière très précise par rapport à ça parce que ce n'est pas quelque chose qui est vraiment encore développé à Montréal.

2115

Puis, dans le fond, je pense que ça peut prendre différentes formes, mais c'est que, souvent, par exemple, les critères vont être demandés, dans le fond, par le milieu institutionnel. Puis ça ne répond pas nécessairement aux besoins des communautés, ça fait que même je pense à un exemple de, genre, dans les demandes de subvention qu'on fait, on doit donner toujours des critères, mais ça ne correspond pas nécessairement à un... justement, à cette évolution puis à ce changement dans les besoins et tout. Puis ça fait que je pense que c'est juste ça, de voir aussi : « O.K., mais comme au niveau de la communauté, c'est quoi les critères qu'on veut, comme... qu'on veut avoir pour définir s'il y a des choses à changer ou si tout est comme... si tout est correct? » Donc, oui.

2120

LA PRÉSIDENTE :

Qu'est-ce qui peut être amélioré.

2125

Mme SONIA BLANK :

Qu'est-ce qui peut être amélioré, exactement.

2130

LA PRÉSIDENTE :

Rapidement, Denis.

2135

M. DENIS LECLERC :

2140

Oui. Ce que je trouve bien intéressant, on a eu plusieurs... évidemment, une majorité d'intervenants qui sont passés devant nous qui... dont les missions sont autour des enjeux psychosociaux et sociaux, et ainsi de suite. Vous, vous l'abordez, mais sous un angle différent. Il y a des gens qui sont venus aussi avec une vision plus d'organisme de commerçants et tout ça. Puis tout le monde a quand même un souci d'essayer de contribuer à la mission sociale.

2145

Si on va plus spécifiquement, vous dites, vous avez parmi vous des architectes, des gens au niveau de l'aménagement. Quels sont, d'après vous, les apports les plus intéressants de ces groupes-là de professionnels dans cette cause-là? Vous avez abordé plusieurs éléments, mais si vous les ramassez un peu plus... Bon, on peut penser d'aménagements plus simplistes qu'on pourrait avoir, mais votre regard sous cet angle-là?

2150

Mme SONIA BLANK :

2155

Je pense qu'il y a énormément de choses différentes. L'Anonyme en a parlé, la question d'échelles, des ressources, par exemple. Donc, de réfléchir : « O.K., c'est quoi les besoins exprimés par la communauté? Quelle échelle correspond à ça? » Puis encore une fois, souvent, il va y avoir : « O.K., vous devez faire rentrer 18 chambres de tel type dans cet endroit. » Est-ce que c'est ça les besoins qu'on priorise au-delà de la qualité? Donc, de... je pense que c'est de vraiment prendre un peu l'ensemble des intervenants, les architectes, les personnes qui vont travailler, les personnes qui vont habiter puis de réfléchir tout le monde ensemble à ces enjeux-là.

2160

Mais c'est sûr que la question de... Nous, on est quand même inquiets avec toute la question de créer rapidement toujours du logement à des échelles parfois démesurées, dans des endroits qui n'ont aucun sens, sur des terrains qui sont loin des ressources. Donc, il y a toute cette question, je pense, de l'implantation qui peut vraiment bénéficier d'un regard croisé entre les architectes, les *designers* et les personnes qui connaissent leur travail ou les personnes qui ont cette expérience aussi puis qui vont habiter les lieux.

2165

2170

Mais il y a aussi toute la question des ménagements plus communautaires et tout, comment on peut mettre à profit l'aménagement. Le nombre d'organismes avec lesquels on travaille qui sont dans des sous-sols d'église, le... qui ont des lieux complètement désuets pour pouvoir faire leurs activités ou pour répondre aux besoins des gens comme il se doit, c'est un immense enjeu. Puis en plus de ça, après ça, personne ne les veut dans le quartier. Il y a des oppositions. Donc, c'est comme un énorme fardeau à poser. Puis nous, je pense que, comme au niveau de l'aménagement, on a un rôle à jouer dans comme réduire ce fardeau-là. Ça fait que c'est à plein d'échelles différentes. Mais aussi... Oui, c'est ça, il y a trop de choses à dire sur ça, mais je vous laisserai là-dessus pour l'instant.

2175

LA PRÉSIDENTE :

2180

Bien, écoutez, moi, j'ai lu, et je ne sais pas si Denis avait eu la chance de le lire, qu'en simplement trois ans, l'association avait effectué 30 projets d'aménagement – réno, réaménagement, mobilier intégré, espace extérieur – dans des organismes du secteur de l'itinérance afin d'améliorer la qualité de l'espace de vie des personnes. C'est ça qui vous guide, finalement. Et je pense que vous avez bien répondu à la question de Denis. On sentait les couches de savoirs qui sont mis à la disposition d'espaces mieux adaptés, les milieux de vie comme on dit parfois. C'est vraiment intéressant. Écoutez, on n'a plus le temps. 30 secondes.

2185

Mme JUDY GOLD :

2190

Oui, juste dire que les projets que vous décrivez dans votre mémoire sont inspirants.

LA PRÉSIDENTE :

2195

Oui, vraiment.

Mme JUDY GOLD :

2200

Vraiment, oui.

LA PRÉSIDENTE :

Oui.

2205

Mme SONIA BLANK :

Je vais transmettre le message au Collectif Dehors de Dehors. Merci.

2210

LA PRÉSIDENTE :

Et à celle que vous appelez Mafalda.

Mme SONIA BLANK :

2215

Oui, exact.

LA PRÉSIDENTE :

2220

Merci beaucoup. Alors, on va faire une courte pause et revenir avec la prochaine intervention.

M. DENIS LECLERC :

Merci.

2225

2230